

Université de Lorraine : « Ouverture de l'équipe politique, renforcement des conseils » (H. Boulanger)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Interview n°258347 - Publié le 13/07/2022 à 10:10

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 13/07/2022 à 10:14



Hélène Boulanger - © Université de Lorraine

« Autour de l'élection à la présidence, des temps d'échange ont été organisés entre les différents collectifs. Ils ont fait apparaître soit des lignes de convergence fortes entre certains projets, sur lesquelles se sont motivées l'ouverture de l'équipe politique et l'intégration de vice-présidents, soit des objets de préoccupation pour tout le monde mais dont l'analyse et la façon de voir le problème étaient a priori différentes. »

C'est ce que déclare [Hélène Boulanger](#), présidente de l'Université de Lorraine élue le 31/05/2022, à News Tank le 12/07.

« Nous sommes arrivés à une proposition qui vise à renforcer le poids des conseils et leurs élus, et à installer des

commissions avec une présidence confiée aux autres listes. C'est notamment le cas sur le sujet des moyens, avec des analyses et solutions différentes de chaque liste. Nous devons partager nos points de vue, mais je conserve mes priorités sur la politique d'investissement, en équipement et immobilier, et la politique d'emploi », ajoute-t-elle.

À la question du lien entre cette ouverture et son élection par le conseil d'administration après plusieurs tours de scrutin, la présidente répond qu'elle « portait déjà cette attention d'ouverture, car lorsque l'on devient présidente ou président d'université, on est présidente ou président de l'ensemble de la communauté universitaire. Je porte plutôt une conception des choses où je souhaite aller chercher les bonnes idées là où elles sont, que ce soit dans mon équipe ou dans celle d'à côté ».

Elle revient sur les priorités de son premier mandat : fonctionnement de l'établissement, lien avec les territoires, développement durable et responsabilité sociétale, Europe.

« J'aime travailler à la recherche de consensus »

En position de successeure naturelle du président sortant, votre élection a été plus compliquée que ce à quoi nous aurions pu nous attendre. Comment l'expliquez-vous ? Cela vous oblige-t-il à plus d'ouverture ?

Je portais déjà cette attention d'ouverture, car lorsque l'on devient présidente ou président d'université, on est présidente ou président de l'ensemble de la communauté universitaire. Je porte plutôt une conception des choses où je souhaite aller chercher les bonnes idées là où elles sont, que ce soit dans mon équipe ou dans celle d'à côté.

J'entends les discours tenus sur mon élection, mais il faut rappeler que les listes soutenant ma candidature sont arrivées en tête de tous les collèges du CA (Conseil d'administration) et d'une large majorité des collèges dans les conseils centraux. Mon élection s'est aussi placée dans un contexte national particulier.



Mon élection s'est aussi placée dans un contexte national particulier »

Autour de l'élection à la présidence, des temps d'échange ont été organisés entre les différents collectifs. Il est vrai que cela aurait pu être mis en place plus tôt, nous avons tous notre part de responsabilité. Ces échanges ont fait apparaître soit des lignes de convergence fortes entre certains projets, sur lesquelles se sont motivées l'ouverture de l'équipe politique et l'intégration de vice-présidents, soit des objets de préoccupation pour tout le monde mais dont l'analyse et la façon de voir le problème étaient a priori différentes.

Nous sommes arrivés à une proposition qui vise à renforcer le poids des conseils et leurs élus, et à installer des commissions avec une présidence confiée aux autres listes. C'est notamment le cas sur le sujet des moyens, avec des analyses et solutions différentes de chaque liste. Nous devons partager nos points de vue, mais je conserve mes priorités sur la politique d'investissement, en équipement et immobilier, et la politique d'emploi.

La deuxième commission issue du CA concernera la facilitation du fonctionnement de l'établissement, pour laquelle nous avons du travail à mener. Les deux autres sujets qui feront l'objet d'un comité sont la transition écologique et l'inclusion et la diversité, qui sont des préoccupations partagées avec des points de vue différents.

Comment allez-vous donner du poids à ces commissions et associer les élus dans la chaîne de décision ?

Nous allons engager en septembre un travail sur le statut de l'élu, car ce nouveau fonctionnement demandera une implication plus forte. Les présidents de commission et les vice-présidents en charge des sujets vont travailler de concert, au long cours.

Un travail de fond, d'analyse et de partage des données sera mené par les commissions, avec une interprétation politique et différentes hypothèses avancées par chacun des élus. J'aime travailler à la recherche de consensus, c'est pourquoi il est important que nous ayons tous les mêmes niveaux d'information. Souvent, dans ce cadre, les divergences de nature politique ne sont pas si profondes.

Dans ce contexte, comment avez-vous composé votre équipe ?

L'organisation de la nouvelle équipe politique ne s'inscrit pas dans une continuité importante, excepté les vice-présidences statutaires et les objets sur lesquels nous avons encore besoin de travailler, comme la vice-présidence sur la stratégie doctorale.

J'ai choisi de positionner la vice-présidente en charge du CA sur les sujets RH (Ressources humaines) sous l'angle humain avec les conditions de travail et le dialogue social. Un vice-président est également en charge des moyens et du pilotage, et prendra en charge l'animation du Sénat académique, ce qui est une nou-



Nous souhaitons pleinement investir le Sénat

veauté. Nous souhaitons pleinement investir cet espace sur les sujets stratégiques avec une portée analytique et prospective.

académique »

Nous créons un poste de vice-président en charge de la stratégie territoriale, car je souhaite qu'il y ait un volet territorial dans le projet d'établissement que nous sommes en train de construire. Je souhaite que cette stratégie soit partagée avec les collectivités territoriales.

Les échanges avec les autres listes nous ont menés à la création d'une vice-présidence en charge de la facilitation du fonctionnement de l'établissement. Enfin, le cœur de mon projet s'exprime dans les vice-présidences en charge de la transition écologique et de la diversité et l'égalité, pour affirmer la responsabilité sociétale de l'université.

Autre changement, nous n'avons plus de vice-président numérique transversal, mais des personnes placées en proximité de chaque activité.

Sur la politique territoriale de l'établissement, sujet qui a aussi occupé la campagne, comment souhaitez-vous renforcer l'équilibre entre Metz et Nancy ?

L'Université de Lorraine a un même cœur central : Metz et Nancy. La question du déséquilibre entre Metz et Nancy est éminemment historique, nous avons ce déséquilibre en héritage. Je ne suis en revanche pas vraiment une adepte de l'utilisation du terme rééquilibrage, pour la simple et bonne raison qu'il n'est pas envisageable dans l'état actuel des choses de prendre des moyens à Nancy pour les mettre à Metz.

Nous avons plus largement en Moselle un bassin de population important avec un besoin de formation qui n'est actuellement pas couvert. Il y a ce que l'université peut faire, avec le développement de projets qui ont la portée qu'ils ont, mais il y a aussi la responsabilité de l'État en matière d'aménagement du territoire et l'engagement des collectivités territoriales. Nous devons identifier des axes de développement communs, sur lesquels nous devons nous mettre en ordre de bataille pour atteindre ces objectifs.

Comment comptez-vous faciliter le fonctionnement de l'université ? L'organisation est-elle prête pour le changement ?

Je n'avais initialement pas envisagé une vice-présidence sur cette question, car je trouvais que cela relevait plutôt d'une commande à la direction générale des services que d'un portage politique. Les collègues m'ont convaincu de l'intérêt d'un VP (Vice-président(e)) qui porte les échanges en proximité avec la communauté, partage les réflexions, explique la méthodologie, peut-être davantage que la DGS (Direction générale des services) qui enclenche la machine.



La recherche de la manière la plus intelligente de gérer notre complexité doit se diffuser partout »

Mon expérience m'a appris qu'il ne suffisait pas de prendre les processus administratifs les uns après les autres pour les simplifier, cela ne fonctionne pas sans changer la culture de l'organisation.

Il faut orienter les services et les composantes vers davantage de prise de risque, ce qui implique une transformation de services plus favorable à la sécurisation de l'établissement qu'à la facilitation et la libération des énergies. Cette recherche de la manière la plus intelligente de gérer notre complexité doit se diffuser partout, dans les services centraux mais aussi dans les composantes, et de l'administration jusqu'aux enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs.

Concrètement, nous engageons un travail après l'été de modification des délégations pour redescendre les opportunités au plus proche des collègues. Un travail sur l'organisation des directions opérationnelles, au nombre de 17 aujourd'hui, sera également effectué afin qu'elles soient plus lisibles par les usagers. Cela nous amène à repenser les interfaces entre les usagers et les services centraux, dynamique sur laquelle nous comptons prendre appui pour entraîner les composantes et unités de recherche.

La transition écologique et la question de l'égalité et la diversité avaient une place importante dans votre projet comme candidate, comment souhaitez-vous accélérer et aller plus loin sur ces sujets ?

La question est comment nous agissons dans notre propre fonctionnement et ce que nous sommes pour enclencher la transition écologique. J'ai une foi inébranlable dans les opérations de planification. L'objectif est donc que d'ici décembre 2022 nous adoptions une feuille de route avec des jalons afin de mettre tout l'établissement en ordre de marche, que ce soit sur la politique d'achat, l'immobilier, mais aussi sur les politiques de formation et de recherche.

Sur la question de la formation, je souhaite aller très vite. Dès la prochaine accréditation, nous mettrons en place une formation obligatoire aux enjeux de la transition écologique pour tous les étudiants.

Cela questionne également la manière dont notre université par ses activités accompagne les mutations de la société. Sur ce champ, notre I-site (Initiative-Science-Innovation-Territoire-Economie) sera moteur en se positionnant sur des ODD (objectifs de développement durable) et en jouant un rôle de levier pour accentuer notre contribution à la marche d'un monde plus responsable. Cela concerne par exemple les sujets de l'énergie, des ressources, de la santé, du numérique...

Dans le cadre de la mise en place du projet d'établissement, nous souhaitons aller vers un schéma directeur RSU (Responsabilité sociale des universités) qui regroupe les questions de développement durable et de responsabilité sociale.



Aller vers un schéma

Nous disposons d'un plan en matière d'égalité et de diversité, mais nous établirons aussi une feuille de route d'ici la fin 2022, qui intégrera ensuite le schéma directeur. Plusieurs jalons sont déjà constitués, dont la mise en place d'un dispositif d'écoute et d'accompagnement autonome de la présidence à partir de janvier 2023, et un effort sur la politique de prévention.

directeur RSU »

Concernant les relations internationales, vous reconduisez Karl Tombre comme vice-président, quelle est votre priorité pour les cinq prochaines années sur le sujet ?

Sur le plan international, notre priorité majeure est de développer une stratégie européenne globale. Nous sommes membre de l'Université de la Grande Région, qui forme une alliance européenne mais n'est pas labellisée université européenne. Nous souhaitons conserver et dynamiser ce réseau, nous réfléchissons notamment au dernier appel à propositions de la Commission européenne sur un nouveau statut.

Comme certains de nos partenaires dans l'Université de Grande Région, notre objectif est aussi d'intégrer une université européenne. Après avoir développé des grands partenariats avec des établissements hors Europe, la nouvelle étape à franchir est la structuration au niveau européen avec un ancrage renforcé dans des réseaux scientifiques et la participation à une alliance.

Comment abordez-vous la rentrée 2022 ?



L'aide sociale pour les personnels et étudiants est une préoccupation lourde »

L'aide sociale pour les personnels et étudiants est une préoccupation lourde. Nous constatons bien que les personnels, dont beaucoup ont des salaires loin d'être médiocres, subissent de plus en plus la pression de l'inflation. Les étudiants, de leur côté, sortent déjà d'une période de précarité renforcée avec la crise qui n'a pas amélioré leur situation. Nous sommes donc en train de réfléchir à mettre en place des aides en septembre au mieux de nos capacités.

pendant la crise sanitaire, que ce soit entre les personnels mais aussi les étudiants. Il faut reconstruire ces liens, à travers la vie de campus, la vie étudiante, le soutien aux associations étudiantes, tout ce qui pourra améliorer les conditions de travail et d'études. Il faut recréer des conditions de rencontre, offrir des activités culturelles et sportives, c'est aussi un levier essentiel pour retrouver et continuer à trouver du sens dans ce que nous faisons.



Hélène Boulanger

Présidente @ Université de Lorraine

Maîtresse de conférences @ Université de Lorraine

Parcours

Depuis mai 2022

Université de Lorraine

Présidente

Janvier 2021 - mai 2022

Association des VP de Conseil d'Administration des universités (ANVPCA)

Présidente

2017 - mai 2022

Université de Lorraine

VP Conseil d'Administration

2015 - 2017

Université de Lorraine

Chargée de mission Formation accréditation

2012 - 2017**Université de Lorraine**

Directrice du collégium sciences humaines et sociales

Depuis septembre 2001**Université de Lorraine**

Maîtresse de conférences

Établissement & diplôme

Depuis 2000**Université Nancy 2**

Doctorat en Sciences de l'information et de la communication - Médias et identités collectives

Depuis 1996**Université Nancy 2**

DEA - sciences de l'information et de la communication

Depuis 1994**Université Nancy 2**

Maîtrise en information et communication

Fiche n° 3300, créée le 03/04/2014 à 10:02 - M&j le 31/05/2022 à 17:26



Université de Lorraine

L'Université de Lorraine est un grand établissement issu de la fusion, au 1^{er} janvier 2012, des universités Nancy 1, Nancy 2, Paul-Verlaine de Metz et de l'INPL.

Lauréate d'un I-site (LUE : Lorraine Université d'excellence).

Catégorie : Université

Adresse du siège

34 cours Léopold
CS 25233
54052 Nancy Cedex France

Général

Date de création	2012
Statut	EPCSCP, Grand établissement
Tutelles	Ministère chargé de l'ESR
Implantations (dont siège)	Nancy (siège), Metz, Epinal
Missions et spécialités	Pluridisciplinaire avec secteur santé et Ecole supérieure du professorat et de l'éducation

Composantes

10 UFR, 6 facultés, 11 écoles d'ingénieurs, 8 IUT, 5 autres instituts et une Espé

PIA

I-site Ulne

Présidence

Présidente : Hélène Boulanger (22/05/2022)

Effectifs étudiants

2006-07	53 446
2007-08	51 558
2008-09	52 608
2009-10	54 102
2010-11	53 270
2011-12	53 808
2012-13	53 914
2013-14	54 236
2014-15	56 376
2015-16	58 757
2016-17	60 329
2017-18	60 693
2018-19	61 329
2019-20	68 052
2020-21	69 866

Source(s) : Open Data Esri

Inscriptions principales et secondes (source : Open data du Mesri)

Effectifs de doctorants contractuels

2012-13	296
2013-14	314
2014-15	315
2015-16	367
2016-17	420
2017-18	464
2018-19	504

2019-20

563

*Source(s) : Open Data Mesri***Effectifs E-C titulaires**

2010-11	2 213
2011-12	2 216
2012-13	2 240
2013-14	2 255
2014-15	2 249
2015-16	2 207
2016-17	2 220
2017-18	2 204
2018-19	2 178
2019-20	2 182

*Source(s) : Open Data Mesri**Maîtres de conférences et professeurs des universités exclusivement.***Produits encaissables (M€)**

2013	517,8 M€
2014	517,5 M€
2015	525,4 M€
2016	541,5 M€
2017	561,4 M€
2018	571,4 M€
2019	584,5 M€
2020	594,2 M€
2021	604,3 M€

Source(s) : Open data Mesri

Les produits encaissables correspondent aux produits de fonctionnement de l'exercice qui se traduisent par un encaissement (à différencier des produits sans flux de trésorerie). Ils comprennent essentiellement : • la subvention pour charges de service public ; • les ressources propres.

Dépenses de personnel (M€)

2013	431,2 M€
2014	433,1 M€
2015	437,9 M€
2016	453,5 M€
2017	465,0 M€
2018	466,0 M€
2019	483,7 M€
2020	481,7 M€
2021	491,2 M€

Source(s) : Open data Mesri

Fonds de roulement (en jours)

2013	31,0
2014	32,7
2015	36,0
2016	37,0
2017	68,7
2018	99,5
2019	84,1
2020	105,0
2021	83,0

Source(s) : Open data Mesri

Fonds de roulement en jours de charges décaissables

Fiche n° 1495, créée le 19/02/2014 à 11:42 - Màj le 28/04/2014 à 13:46